

N° de S.S. :  
Suivi par :  
Secteur :  
Téléphone :

**N'oubliez pas d'indiquer sur vos courriers le secteur et le numéro de sécurité sociale**

## **Questionnaire allocation de veuvage**

Madame, Monsieur,

Le

Pour me permettre de continuer le paiement de votre allocation de veuvage, vous devez compléter et me renvoyer ce questionnaire **avant le** 

Passé ce délai, sans information sur votre situation et vos ressources, nous interrompons le paiement de votre allocation.

Recevez, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Votre correspondant.

## **1 - VOTRE SITUATION FAMILIALE ET PROFESSIONNELLE**

► Votre situation familiale et professionnelle a-t-elle changé ? OUI  NON

Vous répondez **NON**, passez au **point 2**

**Vous répondez NON, passez au point 2**

- Vous vous êtes remarié(e)** depuis le \_\_\_\_\_
  - Vous vivez en concubinage** depuis le \_\_\_\_\_
  - Vous avez conclu un pacs** depuis le \_\_\_\_\_
  - Vous travaillez ou vous suivez une formation rémunérée**  
date du début de votre activité \_\_\_\_\_  
date de création ou reprise d'entreprise \_\_\_\_\_
  - Vous avez cessé votre activité** depuis le \_\_\_\_\_

2 - VOS RESSOURCES DU AII

► Avez-vous eu des ressources, en France et/ou à l'étranger, au cours des 3 mois indiqués ci-dessus ?    OUI     NON

Vous répondez **NON**, passez au **point 3**.

Vous répondez **NON**, passez au **point 5**.  
Vous répondez **OUI**, indiquez le montant brut de vos ressources, mois par mois.

- **Revenus professionnels ou autres revenus** (indemnités maladie, maternité, accident du travail, chômage, préretraite, rente viagère, avantages en nature, pension alimentaire, revenus de la mise en gérance d'un commerce, etc.)

NATURE, précisez :	Montants mensuels <b>BRUTS</b> pour chacun des 3 mois indiqués ci-dessus		
	€	€	€
	€	€	€

**■ Pensions, retraites, rentes, allocations (RMI, allocation de parent isolé, allocation aux adultes handicapés, etc...)**

Indiquez les noms et adresses des organismes et vos références (n° d'allocataire, n° de retraite...)	Montants mensuels <b>BRUTS</b> pour chacun des 3 mois indiqués ci-dessus		
	€	€	€
	€	€	€

**3 - VOS BIENS PERSONNELS EN FRANCE ET/OU à l'étranger**

► Depuis votre dernière déclaration, vos biens sont-ils différents ?    OUI     NON

Vous répondez **NON**, il vous suffit de dater et signer ce questionnaire.

Vous répondez **OUI**, complétez ci-dessous.

**■ Biens immobiliers** (*précisez s'il y a lieu indivis, nue-propriété ou usufruit*)

Nature des biens (maison, terrain, appartement, commerce, etc.)	Adresse de chaque bien déclaré	Valeur actuelle
		€
		€

Habitez-vous la maison ou l'appartement dont vous êtes propriétaire ?    OUI     NON

En louez-vous une partie ? OUI  NON

Si OUI, valeur actuelle de la partie louée de votre habitation

\_\_\_\_\_ €

**■ Titres, actions, obligations, etc...**

Nature	Valeur actuelle du capital placé
	€
	€
	€

**■ Capitaux d'assurance vie ou capitaux décès**

Nom et adresse de l'organisme	Date de paiement	Montant du capital
	_____	€

**■ Donation de biens personnels**

Nature des biens donnés (propriétés, titres, etc...)	Adresse de chaque bien déclaré (s'il s'agit de propriétés)	Valeur actuelle
		€
		€

Lien de parenté avec le donneur	Date de l'acte de donation
	_____

**J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur ce questionnaire.**

Je m'engage :

- à faciliter toute enquête pour les vérifier,
- à vous faire connaître toute modification de ma situation.

Je reconnais être informé(e) qu'une vérification de l'exactitude de mes déclarations et de l'authenticité des documents produits à l'appui de ma demande, peut être effectuée dans le cadre de l'exercice du droit de communication prévu par les articles L.114-19 à L.114-21 du code de la Sécurité Sociale.

Fait à : ..... Le \_\_\_\_\_

La loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données que nous enregistrons à partir de vos réponses.

La loi rend possible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir des avantages indus (art. L114-13 du code de la Sécurité Sociale, arts 313-1, 313-3, 433-19, 441-1 et 441-7 du code pénal).

En outre, l'inexactitude, le caractère incomplet des déclarations ou l'absence de déclaration d'un changement de situation ayant abouti au versement de prestations indus, peut faire l'objet d'une pénalité financière en application de l'article L114-17 du code de la Sécurité Sociale.

**Votre signature :**

63036 Clermont-Ferrand Cedex 9  
www.lassuranceretraite.fr

Appelez-nous au 39 60 (service 0,06 €/min + prix appel)  
Pour appeler de l'étranger, composez le 09 71 10 39 60

Réf. S 5190e - 09/2010